

LE RASSEMBLEMENT DANS L'ACTION

Les temps changent, les consciences évoluent quelques semaines après avoir exprimé par leur vote le refus de la droite, tout en accordant davantage leur confiance au PCF. Des hommes, des femmes s'engagent dans l'action pour exiger une politique conforme à leur intérêt.

Plus d'état de grâce, plus de pose estivale ou pré-électorale, ça fait trop longtemps que gouvernement et patronat nous demandent d'attendre des jours meilleurs.

Partout, quels que soient les secteurs publics ou privés dans des domaines aussi différents : infirmières, Renault, PTT, SNCF, enseignants-lycéens ; ce qui est à l'ordre du jour c'est l'ACTION :

Pour imposer l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et des embauches.

Dans les ateliers, les bureaux, au-delà des appartenances syndicales, ou des choix électoraux, ça discute dur. Du constat de perte de pouvoir d'achat depuis 1982, de perte d'emplois, de dégradations des conditions de travail, on passe aujourd'hui au besoin de se rassembler pour dire : les sacrifices ça suffit !

Les choix que gouvernement et patronat veulent nous imposer ne sont pas bons, ni pour nous aujourd'hui, ni pour l'avenir.

Les luttes qui se développent depuis plusieurs mois prouvent qu'en se rassemblant il est possible de faire reculer ceux qui veulent nous imposer de nouveaux sacrifices.

L'argent pour faire une autre politique existe.

Les explications et propositions que défendent les communistes depuis des mois, si elles se sont concrétisées lors des élections, chacun mesure aujourd'hui que leur portée est bien plus profonde.

Ce qui crée les conditions pour un développement beaucoup plus important de l'action, du rassemblement dans les luttes pour se défendre et pour que ça change.

Chaque cellule, chaque communiste sur son lieu de travail ou son quartier discute, propose pour élargir le front des luttes, pour soutenir

celles en cours et en développer de nouvelles.

A l'Aérospatiale Nantes ou St-Nazaire, les pertes du pouvoir d'achat depuis 1982 sont chiffrées à 12 % par la CGT.

Alors que les bénéfices annoncés sont de 300 MF.

Alors que les commandes n'ont jamais été aussi importantes, la direction refuse d'embaucher à la hauteur des exigences.

A St-Nazaire, ce sont 350 emplois qu'il faut immédiatement.

Dans cette entreprise aussi

l'époque des sacrifices a fait son temps.

L'aspiration à l'Égalité, à la Justice et au Progrès pour tous grandit.

Faire reculer la direction, c'est possible, cela passe par le rassemblement de tous ceux qui refusent de se laisser faire.

Les communistes appellent à la SNIA, comme ailleurs, les différentes catégories de salariés à se rassembler pour imposer d'autres choix au gouvernement et au patronat. L'urgence c'est l'action.

J.R. TEILLANT,
Membre du Secrétariat
de la Fédération du PCF.



Dans les rues de Saint-Nazaire les jeunes lancent un SOS.

SOMMAIRE

- **SNIA : salaires, ça bouge.**
Pratiques d'un autre âge 2
- **Une politique contre l'emploi**
Justice pour René . . . 3
- **Echos des luttes**
Interventions de Jean-Louis LE CORRE 6
- **Le 23 octobre à Châteaubriant** 7
- **Le centre IVG de Nantes en danger** . . . 8
- **SNCF : la sécurité**
Menaces au Grand Blottereau . . . 8

Publicité

Pipi au lit ?

(consultez votre médecin)

Grâce à notre procédé, le pipi au lit doit être vaincu en un à trois mois pour des patients de cinq à quarante ans.

Notre procédé permet au patient de rester au sec dès les premières nuits.

**AUJOURD'HUI,
UNE SOLUTION...
sans aucune drogue,
sans réveil brutal**

Notre procédé n'est pas un médicament. Il est efficace parce que naturel. Plus de dix ans de résultats en France.

ECRIRE (en précisant votre numéro de téléphone s.v.p.) à :
GOUBIER-NORD SUP. 810/0D
18, rue Palais-Grillet
69002 LYON

La réponse sera donnée uniquement au père, à la mère et à l'énurétique.

BREVES

POUR LA PAIX

L'Appel des Cent réunit des Etats Généraux de la Paix les 19 et 20 novembre à Paris. Le collectif départemental nous fait savoir qu'il prépare activement le déplacement d'une large délégation de Loire-Atlantique.

Correspondant : Loïc Le Gac, tél. 97.66.11.56, le mardi soir, le mercredi en début de matinée ou le soir et le jeudi après-midi et soir.

SOLIDARITÉ NIMES

Bouleversé par le drame survenu dans le département du Gard, le **Secours Populaire** a organisé dès premières heures la solidarité. Afin de vous y associer vous pouvez adresser vos dons au Secours Populaire Français, 13, rue du Maréchal-Joffre, 44000 Nantes. Tél. 40.74.42.41. C.C.P. 576 01 U Nantes.

FÊTE DE LA LAÏCITÉ

La Fête de la Laïcité se tiendra à St-Nazaire les 15 et 16 octobre. Des débats seront organisés autour du thème « La laïcité est une idée révolutionnaire ». La fête sera bien sûr la fête avec ses animations, mais fête de la laïcité oblige, nombreux seront les militants attachés à la qualité et au développement du service public de l'Enseignement qui resteront attentifs à l'écho qui y sera donné aux luttes actuelles des lycées Briant et LEP Brossaud.

Pour leur part les communistes avancent une idée qui fait son chemin, « 40 milliards pour l'école pas pour les bombes ». En voilà une idée révolutionnaire !

ÇA SIGNE

La campagne Carte Pétition du PCF « 40 milliards pour l'école » se poursuit. Vous pouvez y participer en reproduisant le texte de la pétition et le faire signer autour de vous. Déjà le ministre a réagi à la campagne du PCF alors qu'elle n'est pas terminée. C'est un encouragement à poursuivre l'action pour que l'Education bénéficie de moyens nécessaires.

LES LYCÉENS DESCENDENT DANS LA RUE

A Saint-Nazaire, Nantes, des milliers de jeunes se mobilisent et manifestent contre les conditions d'études, les classes surchargées... Les communistes, avec le mouvement de la J.C. et les cellules, sections du PCF leur apportent leur soutien. Les discours sur les classes d'âges atteignant le bac à 80 %, ou sur la modernisation, ne doivent pas masquer que les moyens ne suivent pas.

NÉCROLOGIE

Nous apprenons avec tristesse le décès, dans sa 80^e année, du père de notre camarade Michel Mahé, membre du Comité de Parti de l'Aérospatiale Saint-Nazaire. Que Michel et Jacqueline, son épouse, que Mme Mahé Marie soient assurés du soutien fraternel de la Fédération et de tous leurs amis communistes.

« Les Nouvelles » leur présentent ses sincères condoléances.

SALAIRES ÇA BOUGE

Le blocage des salaires n'est plus supportable, ça bouge, la direction doit en tenir compte

A l'aérospatiale, depuis 1982, avec le blocage des salaires, la réduction du temps de travail mal compensée, le non alignement des salaires sur les prix, l'augmentation des charges sociales, c'est **12 % de notre pouvoir d'achat que nous avons perdu**.

Avec le niveau prévu de l'inflation, cela va encore s'aggraver en cette fin 1988.

Cette dégradation de notre pouvoir d'achat devient insupportable.

Mais progressivement, la résignation cède la place à l'expression d'une révolte devant une situation vécue comme intolérable.

Le PCF de l'aérospatiale aidera de son mieux à ce que les luttes se développent dans ce sens.

Pour cela bien mesurer l'ampleur de l'offensive contre les salaires.

Notre direction générale participe à la politique d'austérité et de suppression d'emplois, de placement en bourses, de réserves de cadeaux, afin de faire du profit, au détriment du développement économique et sociale.

Le gouvernement confirme l'austérité salariale.

Les déclarations de Bérégovoy prêchant la poursuite de la rigueur et celles de Fabius refusant la revalorisation du SMIC montrent la volonté du pouvoir de continuer dans cette voie de l'austérité.

Cependant, le mécontentement croissant, la montée des luttes incitent le gouvernement à jouer la diversion. **Exemple** : relance du discours sur l'intéressement qui ne règle rien.

Des revendications correspondant aux besoins des salariés.

Le P.C.F. prendra toute sa place dans l'entreprise pour que les différentes catégories de notre établissement expriment leurs besoins salariaux, pour que chacun puisse vivre sans la hantise des loyers ou charges, les impôts, les découverts bancaires, sans l'angoisse du moindre « pépin ».

Une mobilisation générale

« Avec les salaires, on touche à l'essentiel », disait Chirac.

C'est vrai, emploi, qualification, protection sociale, salaires sont liés. C'est bien pour cela qu'il faut agir pour contraindre notre direction à plus de réalisme.



PRATIQUES D'UN AUTRE AGE

Les salariés « Aéro-Berry » luttent aussi pour une politique nouvelle en matières d'embauches, de salaires... Ils ont le soutien des communistes

La direction de l'aérospatiale en général, la direction de l'usine de Nantes en particulier ont décidé de réduire la masse salariale en utilisant tous les moyens qui lui sont largement mis à sa disposition depuis plusieurs années par les différents gouvernements qui se sont succédés.

Blocage des salaires, remise en cause des avantages acquis depuis des décennies, ponction sur les salaires pour les cotisations sociales, gains de productivité au seul profit de l'entreprise, etc.

Un des aspects les plus spectaculaires est la fuite de nos plans de charges chez les sous-traitants locaux ou étranger pour motif de rentabilité.

A l'usine de Nantes, cette pratique prend une ampleur qui inquiète l'ensemble du personnel qui voit par cette formule partir le travail sans espoir de le voir revenir.

C'est ainsi qu'une officine de sous-traitance se voit largement privilégiée, elle se nomme Aéro-Berry.

Cette entreprise embauche son personnel en les convoquant dans des hôtels, sur les quais de gare et leur propose des contrats à durée déterminée en fixant elle-même les règles des salaires et des primes diverses au mépris des lois et des conventions collectives.

Cela ne pouvait durer éternellement, les salariés ont demandé que cessent ces pratiques d'un autre âge, que leur contrat soit rédigé selon la législation.

La réponse de la direction d'aéro Berry a été foudroyante : le licenciement.

Les travailleurs d'aéro Berry avec le syndicat CGT de l'usine pour les défendre ont débrayé pour exiger des négociations et le respect de la législation. Le directeur a préféré prendre la fuite pour éviter tout contact.

Aujourd'hui, avec la C.G.T. ces salariés demandent réparation de ces préjudices au conseil des prud'hommes.

Les communistes de l'aérospatiale de Nantes soutiennent ces salariés en lutte pour de meilleures conditions de vie et de salaire, ils dénoncent ces pratiques qui sont « pilotées » par la direction de notre établissement et qui permettent de traiter le personnel de cette façon.

Nous pensons que cette situation est préjudiciable à l'image de marque d'une entreprise nationalisée qui au lieu de s'engager dans cette voie ferait beaucoup mieux de mettre en place un véritable plan d'embauche qui permettrait l'emploi de personnel qualifié et bien rémunéré sans oublier les salariés de ces entreprises de « marchands d'hommes ».

16-17-18 NOVEMBRE - SAINT-NAZAIRE TROIS JOURS DU LIVRE MARXISTE

CRÉER 350 EMPLOIS A LA SNIA-ST-NAZAIRE

Aujourd'hui l'addition simple des heures supplémentaires et de la sous-traitance pour l'établissement de Saint-Nazaire représente 350 emplois.

— C'est donc l'embauche immédiate de 350 personnes à Saint-Nazaire.

LE DÉMANTÈLEMENT DE LA MÉCANIQUE Il faudra compter avec la lutte

Après l'information officielle de l'arrêt à moyen terme des activités mécaniques à Saint-Nazaire, la C.G.T. a mené une campagne d'explication pour prouver que ce choix est mauvais.

Les charges de travail sont très importantes, les moyens pour les réaliser existent mais nos responsables ont choisi la sous-traitance à l'extrême dans la région mais aussi hors région et même à l'étranger.

C'est donc directement l'emploi qui est visé dans une entreprise où les montées en cadence des Airbus particulièrement sont constantes et où les plans de charges sont assurés pour une quinzaine d'années minimum.

Il ne pouvait y avoir qu'une

riposte des travailleurs face à cette situation. La CGT a décidé de réunir des assemblées de syndiqués et ce sont ces travailleurs qui ont décidé, après de larges débats, les moyens d'action à mettre en place pour contrer la direction.

Il a donc été conclu en commun :

— l'envoi d'une motion au CEE qui se déroulait le jour des assemblées ;

— le lancement immédiat d'une pétition ;

— de continuer la campagne d'explication dans les ateliers et bureaux.

Tout ceci doit être une première phase de la lutte, l'objectif étant d'intensifier et de développer l'action.

UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE CONTRE L'EMPLOI

La hausse importante du trafic aérien conduit aujourd'hui la production aéronautique mondiale à une production de 1,6 avion par jour.

Ce formidable développement conduit l'industrie aéronautique, l'Aérospatiale, à un plan de charge en constante augmentation, les perspectives les plus pessimistes tablent sur une augmentation au-delà de l'an 2000.

Face à cela la politique industrielle, conduite par la direction de l'Aérospatiale soutenue par les gouvernements Chirac et Rocard, menace directement l'emploi et l'existence même d'établissements comme Saint-Nazaire et Bouguenais.

Sous couvert de restructuration, la division avion

centralisant l'exécution et la conception sur Toulouse fragilise dangereusement les établissements de l'Ouest et Saint-Nazaire en particulier. Le projet d'un accord Aérospatiale -M.D.D. pour une 2^e chaîne A 320 aux USA et la production de la version allongée de celui-ci illustre parfaitement les aboutissants de cette politique.

Le tranfert des charges de l'A 330 et A 340 normalement attribuées à Saint-Nazaire vers le Canada (1 000 emplois créés) et vers l'Asie ajoutent à cette politique d'internationalisation de nos productions la précarisation d'établissement complet.

Aujourd'hui c'est la disparition à Saint-Nazaire du secteur mécanique à haute

qualification, demain si on laisse faire, à qui le tour ?

Quel avenir pour une usine spécialisée uniquement dans les coutières de gros éléments ? quel savoir-faire ? quelle qualification ?

C'est sur tous ces projets que le Parti communiste lutte obstinément pour que l'industrie aérospatiale garantisse son avenir en embauchant massivement des jeunes qualifiés qui permettraient de répondre à la charge actuelle.

La construction d'une 2^e chaîne A 320 à Toulouse, le transfert de la chaîne ATR à St-Nazaire, sa mise en ordre de vol confirmeraient une politique de développement sur une base d'indépendance nationale seule garantie pour l'emploi et son développement.

JUSTICE POUR RENÉ

Le dossier de la direction est vide, l'action doit mettre fin à son attitude revancharde

En 1981 à la SNIA de Bouguenais où chacun le sait règne une atmosphère sociale tout à fait détestable, la direction locale et ses plus fidèles valets ont un instant mis sous l'éteignoir leurs velléités répressives à l'encontre des salariés et tout particulièrement contre les militants CGT et communistes.

Cet instant de doute passé, après avoir obtenu un certain nombre de garanties pour la politique qui serait menée, nos dirigeants ont repris leurs attaques systématiques contre les salariés et leurs plus âpres défenseurs.

Dans la période 81-88, la CGT, dans le cadre de la loi d'amnistie, a fait annuler quelque cent vingt dossiers. Certains militants avaient cumulé à eux seuls une dizaine d'avertissements.

Ce résultat représente un réel succès et est à mettre à l'actif de l'action syndicale de la CGT et du parti communiste qui a obligé les députés socialistes à voter cette loi.

C'est dans cette période 81-88

que la direction de la SNIA a conduit une attaque en règle contre le secrétaire du syndicat CGT de cette usine.

Chacun se souvient de la provocation, accompagnée de trois jours de mise à pied, infligée à notre camarade René Guilbaud en septembre 1984.

Cette attaque contre le dirigeant CGT de cette usine n'est pas arrivée par hasard, elle est une réplique frontale de la direction à une activité et à une remontée d'audience importante de ce syndicat.

Frapper à la tête ce syndicat était la tentative de ces dirigeants que la lucidité, la mobilisation des salariés a su déjouer.

Chacun se souvient des arguments « minables », odieux, que la direction a pu avancer, chacun a pu juger sur place du comportement des uns et des autres.

Alors que le litige se poursuivait en prud'hommes, les juges donnaient raison à notre camarade et condamnaient la direction

à retirer la sanction, au paiement des jours perdus et aux dommages et intérêts.

Justice était rendue ?... C'était sans compter sur l'esprit de combat de classe de notre direction.

La DL, appuyée par la DG qui lui a fait descendre ses avocats parisiens, n'a pas accepté ce verdict et a fait appel de cette décision.

Après une procédure d'appel tout à fait exceptionnelle, la Cour d'Appel de Rennes a débouté notre camarade.

Les seuls arguments avancés font apparaître que c'est sur le seul fait de la désobéissance (il était accompagné lors de l'entrevue avec 4 membres de la hiérarchie) que René a été débouté.

Les faits invoqués d'une soi-disant violence ont été complètement évacués.

Notre camarade s'est pourvu en cassation, il peut compter sur le total appui des communistes dans et hors de son usine pour que justice lui soit rendue.



RENAULT-OUTILLAGE DEVIENT SUÉDOIS

Renault Outillage est pour l'instant la dernière d'une longue liste d'entreprises industrielles de la région nantaise à être passée sous contrôle étranger.

A la vitesse où les choses se passent, en 92 il ne restera plus une usine française dans l'agglomération !

Georges Renault est une affaire qui tourne, premier fabricant national dans son secteur, elle intéressait le Suédois Atlas Copco.

METAYER-NOEL UNE BOBINE POUR L'EMPLOI

A l'heure où sont écrites ces lignes, nous ignorons le résultat du Comité Central d'entreprise de Métayer-Noël tenu mardi dernier à Paris.

L'ordre du jour est significatif : consultations sur le plan industriel des laminés ; examen de l'étude des effets sociaux sur le projet de fermeture de l'usine de Couéron ex-Tréfinétaux.

Une très forte délégation, près de la moitié des personnels, s'est rendue sur place où elle était accueillie par les salariés de l'usine de la Courneuve.

L'action se poursuit avec la CGT pour que « vive le travail du cuivre à Couéron ». La semaine dernière, le jour du marché, les salariés, dont près des trois-quarts demeurent à Couéron, sont venus déposer une bobine de cuivre de plus de trois tonnes devant la mairie.

A STE-ANNE, LES LOYERS PLUS HAUTS QUE LA BUTTE

La politique de réhabilitation mise en œuvre par M. Pervenche soulève à chaque fois le désaveu des locataires de l'OPHLM. Mais qu'importe, il persiste et signe. Il est là pour faire payer chèrement les menus travaux aux locataires.

Seuls depuis 1977, les élus communistes se sont opposés systématiquement à cette politique hier lorsque le socialiste Goureaux la présidait, aujourd'hui poursuivie par Pervenche.

Sur la butte Ste-Anne les loyers de base sont passés de 651 F à 1 521 F. L'action engagée l'été 1987 à Bellevue avec le soutien des communistes et de leurs élus avait contraint l'office et son président à reculer. A l'Hermitage, les 200 locataires se défendent, ils ont l'appui des communistes et de leurs élus.



« BEURRE OUI, MAIS POURQUOI PETIT ! »

Pour les salaires disent les Biscuitiers !

Le petit Lu s'affiche sur le petit écran, dans les pages des magazines, sur les murs des villes... bref, cent ans après sa naissance, il se fait toujours du beurre. Mais Ribou encaisse et les salaires restent à la traîne.

Les salariés qui ont quitté l'usine de Nantes pour l'unité ultra moderne de La Haie-Fouassière voudraient bien avoir leur part du gâteau.

Depuis début octobre à l'appel de la CGT, des débrayages de 2 h 1/2 quotidiens, par équipe, sont observés. Les revendications portent sur un rattrapage de 3,5 % avec effet rétroactif depuis le 1^{er} juin et une prime de 700 F pour tous et sur les conditions de travail.

Le mouvement suivi à 100 % chez les ouvriers et employés est reconduit chaque

jour lors d'une assemblée générale qui détermine les formes d'action.

La CFDT, devant l'ampleur du conflit et la détermination des salariés, a rejoint le mouvement.

A. Ribou, ce patron « social » ami du Président de la République, devrait méditer sur la signification de cette grève dans la plus moderne de ses usines, de quoi revoir sa copie « Modernité mode d'emploi », LU et désapprouvé par les salariés.

Dernière minute : Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que la CFDT et FO qui avaient pris le train en marche, viennent de signer avec la Direction un accord portant sur une augmentation de 0,5 %. La CGT appelle à poursuivre l'action.



LYCÉE DE BASSE-GOULAIN... RACKET SUR LES FAMILLES !

Avec l'aval des élus de droite et socialistes au Conseil municipal de Vertou le 5 sept. 88. Seul l'élu communiste, Gouty Michel, s'y est opposé.

Voici son intervention :

« Le financement de la construction du lycée de Basse-Goulain avait déjà entraîné un transfert de charges sur les communes et les familles (4 000 F/enfant) du fait de l'insuffisance des concours financiers de l'Etat aux Régions. Maintenant on nous propose un transfert supplémentaire en ce qui concerne la construction et la gestion des équipements sportifs de ce lycée dans le cadre d'un syndicat intercommunal.

Cela devient scandaleux et insupportable. M. Dejoie nous parle de « regret » ou de « solidarité ». Mais quelle hypocrisie, alors que vous avez voté au Sénat la loi de

programmation militaire avec le P.S. et qui place le budget de l'Education nationale derrière le budget militaire ! La solidarité ? Les familles la connaissent en payant suffisamment d'impôts. La solution consiste à prendre 40 milliards de francs tout de suite sur le budget de surarmement pour les affecter à l'Ecole. Un exemple concret : un missile Hades coûte 14 milliards de centimes (il en est prévu 120) : voilà de quoi financer la construction des lycées ».

— **L'Ecole ou le Surarmement, il faut choisir !** Le PCF a pris le parti de l'Education et de la Formation. C'est tout le sens de la **pétition du PCF : « des écoles, pas de bombes »**, qui connaît un grand retentissement dans la population (déjà 400 000 signatures).

L'ETAT ET LA RÉGION DOIVENT PAYER - PAS LES FAMILLES !

AU CONSEIL RÉGIONAL J.-L. LE CORRE RÉAFFIRME : Il faut un deuxième lycée pour répondre aux besoins

J.-L. Le Corre s'est fait, devant l'Assemblée régionale, le porte-parole des revendications des jeunes et enseignants du lycée A.-Briand et LEP Jean-Brossaud.

Il dénonçait la situation en la décrivant point par point avant de conclure sur la nécessité de dégager les

crédits comme le demandent depuis des mois les communistes afin de construire un lycée en Brière qui soulagerait celui de Saint-Nazaire et de renouveler la solidarité du PCF et ses élus à l'action avec grève des lycéens, enseignants et personnels du LEP J.-Brossaud.

Il intervient à propos de l'arrivée du TGV à Nantes

Au Conseil Régional des Pays de Loire du 10 octobre, Jean-Louis Le Corre, conseiller régional communiste et maire de Trignac, est intervenu lors de la présentation des horaires du TGV au mois de septembre 1989.

La SNCF ne présentait que les horaires du mardi au jeudi, sans ceux du vendredi au lundi et surtout sans la tarification. En effet, seuls les usagers de St-Nazaire et de Nantes arriveront à Paris à 8 h 25. Ceux des Sables-d'Olonne, La Roche-sur-Yon et Angers arriveront à 8 h 50. Les autres n'arriveront qu'à 9 h 45.

D'autre part, Sablé, Ancenis, Savenay ne seront plus desservies par des liaisons directes avec Paris.

Jean-Louis Le Corre est intervenu pour prendre en compte les besoins des usagers :

— arrivée à Paris pour tous avant 8 h 30 ;

— prévoir un TGV pour une arrivée à Paris avant 7 heures ;

— maintenir les arrêts de Sablé, Ancenis et Savenay ;

— prévoir une réservation gratuite pour les usagers dans leurs déplacements domicile-travail ;

— mais surtout de ne pas arrêter les horaires sans avoir connaissance de la tarification TGV. En effet la SNCF prévoit de ne plus la lier à la distance, mais l'établir par relation, en fonction du TGV emprunté et du jour de départ. Un dirigeant de la SNCF a déjà précisé que le premier TGV pour Paris se mérite et qu'il faudra le payer !...

Nous reviendrons dans une prochaine édition sur ce dossier très important.

DES ECOLES, PAS DES BOMBES

464 signatures sur les pétitions présentées par les communistes de Bellevue et St-Herblain au lycée Albert-Camus.

Accord manifeste d'un très grand nombre de jeunes avec les propositions du PCF de prélever immédiatement 40 milliards sur le budget du Surarmement, pour les verser à l'école.

En effet, les jeunes veulent la Paix, travailler dans de bonnes conditions et assurer leur avenir professionnel.

Le budget du gouvernement pour la prochaine ren-

trée scolaire ne permettra pas de répondre à l'attente de la jeunesse.

Pour l'enseignement secondaire, il faudrait doubler le nombre de postes actuellement proposé, pour éviter de nouvelles dégradations.

Ces centaines de signatures vont être transmises au ministre de l'Education nationale.

Pour le PCF l'action doit se poursuivre et s'intensifier, il appelle les parents, les élèves, les enseignants à se joindre à l'initiative avant que le budget de l'Education nationale soit définitivement voté.

à la bibliothèque
Paul Eluard :

Reflets de femme

Fidèle à sa politique de promotion de la Culture, la bibliothèque Paul-Eluard organise régulièrement des expositions. Après les «Affiches de la guerre 1939-45», elle propose jusqu'au 30-10-88 « Reflets de femme ». Le vernissage eut lieu le 17-9-88 en présence d'un public nombreux : environ 200 personnes purent admirer les photographies de deux artistes-amateurs (par ailleurs employés à la mairie de Nantes), Bernard Guihal et Philippe Malinge.

L'originalité de Bernard Guihal réside dans le fait de photographier les mannequins que nous voyons quotidiennement à la vitrine des magasins du centre-ville. On croirait à s'y méprendre des femmes de chair et d'os. Qui aurait pu penser que l'art pouvait se pencher sur les vitrines ?

Philippe Malinge préfère les scènes intimistes de nuit nantaise ; ses femmes surgies d'un chantier, d'une passerelle sur la voie ferrée, des piliers métalliques d'un pont... mettent un peu de tendresse dans la dureté de la ville la nuit.

Bibliothèque Paul-Eluard, 32, rue des Plantes, St-Herblain.

Prochaine exposition : 900 cartes postales authentiques et commentées sur la guerre 1914-18.

CEUX DE CHATEAUBRIANT

Dimanche 23 octobre, à La Sablière Commémoration du 47^e anniversaire

Cette année, le 47^e anniversaire des fusillades de Châteaubriant et Nantes sera commémoré le 21 lors de la veillée au monument des 50 Otages à Nantes, à 17 h 15, puis le 22 par les autorités, et lors du rassemblement populaire du 23 octobre à Châteaubriant, et le matin même à la Blissière et à Indre.

La cérémonie à la Sablière prendra à cette occasion une forme très différente de celles des précédentes années.

« L'Humanité », dans les

prochains jours, présentera dans une interview de Pierre Santini, le caractère novateur de l'évocation historique.

La Fédération de Loire-Atlantique du PCF appelle l'ensemble des communistes, des démocrates, les jeunes,

tous ceux et celles qui s'opposent aux positions révisionnistes et entendent faire vivre et transmettre les idéaux de la Résistance à participer nombreux à la veillée du 21 octobre à Nantes et à la cérémonie du 23 à la Sablière.

**A CHATEAUBRIANT, RASSEMBLEMENT
ET CORTÈGE à 14 heures, PLACE DU CHATEAU**

A la carrière des fusillés,
des allocutions seront prononcées par :

Mme Jakie HOFFMANN

Membre du Bureau Politique du PCF

**Mme Marie-Jo
CHOMBART DE LAUWE**

Membre du Comité d'Honneur de la FNDIRP
Membre de la présidence de l'Amicale des Anciens
Déportée de Ravensbrück

EVOCAION HISTORIQUE

« EN CE HAUT LIEU DE LA MÉMOIRE ET DE LA LIBERTÉ »

Sur un texte de Jacques GAUCHERON

Mise en scène par le comédien Pierre SANTINI

AVEC :

Claudine RAMUS - Elisabeth SENDER - Marc BRUNET
Pierre SANTINI - Pascal LE PENNEC, accordéoniste,
et la participation de jeunes figurants de Loire-Atlantique.

Décors de : Zbigniew WIECKOWSKI

Des cars partiront de Saint-Nazaire, Nantes pour
Châteaubriant le dimanche 23 octobre.

S'adresser :

à St-Nazaire au 40.22.23.21,
à Nantes au 40.73.19.30.

VENDREDI 21 OCTOBRE à 17 h 15

Monument des 50 Otages
Pont Morant - près de la Préfecture

Veillée commémorative

la rosée

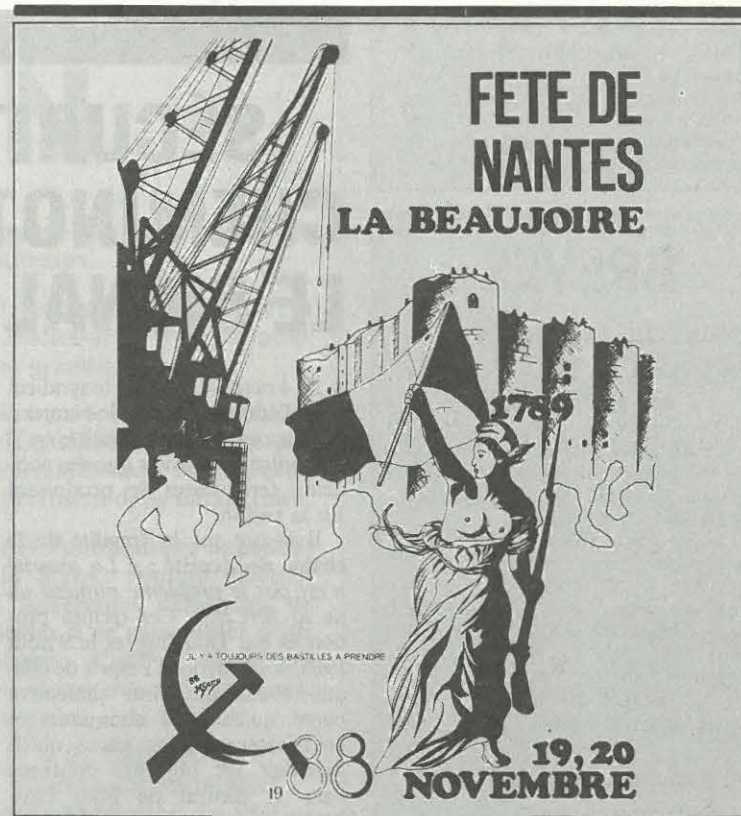


Isabelle Flatel

24 rue Aristide-Briand
44110 CHATEAUBRIANT

Tél. 40.81.05.21 et 40.81.00.39

Service INTERFLORA



Avec

Marc OGERET
« Chantons 1789 »

Paul LAURENT
Secrétaire du Comité Central
du PCF
assurera le meeting

FÊTE DE NANTES
Espace culturel

Sous son espace culturel, la Fête de Nantes organise une exposition d'Art et une exposition de « Mail Art » sur le thème « Il y a toujours des Bastilles à prendre ».

Tous messages : aquarelle, peinture, dessin, poème, citation... venant d'artistes professionnels, amateurs ou anonymes seront les bienvenus.

Pour recevoir les formulaires, s'adresser à :

M. Serge Gicquel, Fête de Nantes, 6, rue d'Hendaye, 44200 Nantes.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE
PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 NANTES - Tél. 40.89.72.28
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Joël BUSSON
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,
J.-Y. COUPEL,
Gilles BONTEMPS.
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.P.P. n° 52 987

**RESTAURANT
HOTEL
DE LA FERRIÈRE**
*** NN
DUBOC René
Route de Nantes
CHATEAUBRIANT
Tél. 40.28.00.28
dans un parc boisé
à 2 km du centre-ville
REPAS A PARTIR DE 65 F
SALLE DE 200 PLACES

**ART FLORAL
FRANCE - FLEURS**
Mme Chaplais
23, rue Aristide-Briand
CHATEAUBRIANT
T. 40.28.08.77 - 40.81.00.24
INTERFLORA

**SNACK-BAR
HOTEL
AU VIEUX
CHATEAU**
ESNAULT
11, place Gal de Gaulle
44110 CHATEAUBRIANT
Tél. 40.81.22.27

BRÈVES CULTURELLES

La Chamaille monte « TRAHISONS » de Pinter

Le théâtre de la Chamaille dont on a apprécié les excellents spectacles les saisons précédentes, vient de monter une pièce du dramaturge anglais Harold Pinter, créée en 1978 à Londres et à Paris en 1982.

La première avait lieu le 7 octobre. Ce spectacle est donné jusqu'au 23 octobre à Nantes, 5, rue du Ballet, à 21 h (sauf le lundi : relâche, matinée le dimanche à 16 h).

Ensuite les comédiens de la Chamaille reprendront en tournée « A travers le miroir » d'après Lewis Carroll.

THÉÂTRE NUIT

La saison 1988-89 verra deux créations. En décembre 1988 « Viva je t'aime », une comédie musicale de Jean-Luc Annaix, inaugurera le centre culturel de St-Herblain. En mai 1989, « Come Back » de et par Jean-Luc Annaix et Michel Liard, sera présenté à Nantes, salle Paul-Fort.

BREVES

Nouvelle progression de la C.G.T. à la C.P.A.M. de St-Nazaire

Le 6 octobre 1988 se sont déroulés les élections des délégués du personnel à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Saint-Nazaire.

Le scrutin confirme et amplifie la progression enregistrée par la CGT en 1987.

Le 6 octobre, la CGT progresse de + 11 voix et de + 4,53 % par rapport à 1987.

En deux ans, c'est une progression de + 39 voix et de + 12,63 % qu'enregistre la CGT.

Fondation PI et ADAPEI

Les personnels de la Fondation PI et les parents de l'ADAPEI ont manifesté début octobre devant la préfecture pour réclamer les moyens pour la poursuite des soins et l'accueil des handicapés adultes. La Fédération du PCF leur apportait son soutien en ces termes :

« L'argent pour les soins aux handicapés doit être dégagé. Il faut en finir avec les tergiversations, le gouvernement, la région, le département doivent assumer leurs responsabilités.

Il suffit de mettre en parallèle le coût d'une journée de manœuvres militaires de la FAR, qui viennent de se dérouler dans notre région, avec les besoins pour la santé, pour mettre en évidence le scandale de cette situation ».

Les élus communistes nantais ont également manifesté leur soutien.

SOUTIEN DU PCF AUX INFIRMIÈRES

A plusieurs reprises, la Fédération du PCF a apporté son soutien au mouvement des infirmières et aux personnels hospitaliers en lutte.

« Le gouvernement ne doit pas tergiverser sur les exigences d'emplois, et d'augmentation de salaires des personnels hospitaliers. Les revendications sont cohérentes : augmentation de 2 000 F pour atteindre immédiatement un salaire minimum de 8 000 F hors primes, relèvement et intégration de ces dernières au salaire de base, et 13^e mois pour tous.

Les infirmières exigent également la fin de la dérèglementation des horaires, la création de nouveaux postes et l'amélioration de la formation. Cet ensemble de revendications assurerait de meilleurs soins aux malades.

Les infirmières doivent être entendues !



SÉCURITÉ : LES CHEMINOTS TIRENT LE SIGNAL D'ALARME

Le 4 octobre dernier, le syndicat C.G.T. des cheminots de Nantes a mis l'accent sur les difficultés qu'il rencontre pour éviter que des accidents ferroviaires se produisent sur la région.

Il insiste sur la fragilité de la chaîne de sécurité : « La sécurité n'est pas le problème numéro un de la SNCF ». Ces termes prononcés par Douffrigues le 9 août 1986, sont encore à l'esprit de chaque cheminot. Non seulement parce qu'ils sont choquants et provocateurs, mais parce qu'ils illustrent les objectifs contenus dans le contrat de Plan Etat-SNCF, et que les gens en vivent les conséquences chaque jour plus durement sur le terrain, dans l'exécution de leur travail.

Ce que la Direction régionale SNCF ne veut pas entendre : c'est que la mission de sécurité est reléguée bien loin derrière celle de la volonté de rentabilité.

Ces missions de sécurité, avec celles de confort, de ponctualité, de qualité du service public, ne sont plus la règle absolue à la SNCF.

C'est en fait ce que les responsables syndicaux veulent dire aux usagers :

— le droit au transport est menacé ;

— les Pouvoirs publics et le patronat veulent vider de tout sens la Loi d'Orientation des Transports Intérieurs et faire de la SNCF une entreprise commerciale comme les autres, assujettie à la rentabilité financière.

Sur Nantes cela se traduit par moins 250 agents par an depuis quatre ans d'où découlent :

— suppression de trafic ;
— tâches non accomplies ;
— moins de formation ;
— aggravation des conditions de travail, etc...

Les Pouvoirs publics, la Direction régionale organisent la casse du chemin de fer.

Il faut savoir sur le budget des transports 1989 qu'aucun crédit supplémentaire n'a été dégagé pour la SNCF.

D'ailleurs, M. Delebarre,

ministre des Transports, précise : « Si des investissements dans le domaine de la sécurité doivent être accélérés, des économies seront recherchées dans d'autres secteurs... » « Le rétablissement des équilibres financiers de la SNCF doit être poursuivi dans l'esprit du contrat de Plan en cours d'exécution ».

La CGT veut que les usagers sachent que les revendications posées par les cheminots, et qui ont fait l'objet de conflits, grèves, manifestations, pétitions, contiennent des éléments de défense des usagers eux-mêmes :

— défense de l'emploi à la SNCF (défense de l'entreprise, services publics, arrêt de la fermeture de lignes voyageurs, marchandises, de gares, etc...);

— conditions de travail (formation, qualité de service, ponctualité, sécurité).

La CGT déclare :

« Nous ne voulons pas faire ici de catastrophisme, mais dire aux usagers : la sécurité était écrite en lettres d'or à côté du sigle SNCF.

Il y a des dégradations sensibles, les causes sont connues, nous pouvons encore revenir à des notions telles que : qualité, ponctualité, sécurité.

• Ceci impose d'abandonner le cycle infernal du contrat de plan avec ses conséquences sur l'emploi, de revoir le Budget Transport 1989 proposé par Delebarre.

• De tenir compte des deux jugements des accidents de Flaujac et d'Argenton-sur-Creuse, qui ont souligné la responsabilité de la SNCF dans son organisation de travail ».

La CGT considère que la chaîne sécurité repose sur trois facteurs indissociables :

— le niveau des investissements ;

— la maintenance du matériel et des infrastructures ;

— les moyens humains en quantité et qualité.

En un mot l'action des cheminots et l'action des usagers devraient faire reculer la Direction SNCF et les Pouvoirs publics.

LE CENTRE IVG DE NANTES EN DANGER

Les interruptions volontaires de grossesse risquent bientôt de ne plus être assurés à Nantes dans de bonnes conditions.

Les 24 médecins concernés du centre de l'hôpital Saint-Jacques ont tenu une conférence de presse le mardi 4 octobre à laquelle la Fédération du PCF était représentée.

Depuis le vote de la loi Veil et la création du centre en 1975, les médecins ont assuré leur fonction par des vacations de 3 h 30 par semaine, sans protection sociale pour une rémunération de 400 F net, soit 115 F horaire.

Ce que propose la direction du C.H.U.R. (à cause de lourdes contraintes budgétaires des hôpitaux ?) :

Une rémunération horaire de 55,68 F net pour la même vacation de 3 h 30 toujours sans avantages sociaux (congés annuels, couverture maladie ou maternité), ou une rémunération à l'acte à laquelle les médecins du centre se sont, dans leur grande

majorité, opposés, pourtant plus avantageuse financièrement, pour des raisons d'éthique.

Les médecins du centre sont pour la plupart généralistes, exercent un vacariat à l'hôpital, ont un rôle qui dépasse le cadre strict de l'IVG :

— accompagnement des femmes avant et après l'intervention ;

— la prévention des maladies sexuellement transmissibles ;

— l'information sur la contraception ;

— l'accueil anonyme des mineurs...

La décision du directeur de l'hôpital impliquerait donc à terme la dégradation du centre d'interruption de grossesse et de planification, voire sa disparition.

Une délégation de la Fédération du PCF aura un entretien plus approfondi le mercredi 12 octobre à 15 heures.

SITE FERROVIAIRE GRAVEMENT MENACÉ A NANTES BLOTTEREAU

Ce vendredi 14 octobre, le syndicat CGT des cheminots de Nantes organise une manifestation place du Vieux-Doulon pour la défense du site ferroviaire du Blottereau qui est gravement menacé.

En effet aucun service de la SNCF n'est actuellement épargné par les conséquences néfastes du contrat de plan. A Nantes cela s'accélère sur le site de Doulon de la dégradation du service public, que ce soit au triage du Blottereau (— 20 agents), au dépôt matériel (— 20 agents), chez les agents de conduite (— 30 agents), parmi les agents de service intérieur, les agents de l'équipement ou de l'entretien de Nantes, au total — 250 agents sur la région.

Cette casse organisée fait partie du processus de l'acte unique européen de 1992, visant un réseau ferré réduit, ce qui aggraverait encore les conditions de sécurité au travers des suppressions d'emplois.

Les cheminots communistes participent à cette manifestation et ont appelé l'ensemble des cheminots à y participer.

Nous notons la présence d'une délégation de la Fédération du Parti communiste où se trouve Joël Busson, conseiller municipal et ancien maire de Doulon.

gares avec transfert par camion.

L'économie locale s'en trouverait donc réduite à sa plus simple expression. Si les cheminots, dans un premier temps, ne seraient pas réduits au chômage (encore que !) la plupart connaîtraient des mutations hors de la région désertifiant ainsi la localité.

Les cheminots communistes participent à cette manifestation et ont appelé l'ensemble des cheminots à y participer.

Nous notons la présence d'une délégation de la Fédération du Parti communiste où se trouve Joël Busson, conseiller municipal et ancien maire de Doulon.